

# Samir Amin à Algérie patriotique : «Les impérialistes n'ont jamais renoncé à casser l'Algérie»

ARTICLE | 28. FEVRIER 2013 - 13:44



Samir Amin : «La France est totalement en contradiction avec elle-même.» D. R.

**Algeriepatriotique : On assiste en Egypte à une passe d'armes entre le président Morsi et l'armée. On parle d'un probable limogeage du ministre de la Défense et d'une «perte de patience» de l'institution militaire face à la situation politique dans le pays. Qu'en est-il ?**

**Samir Amin :** Je ne suis pas au Caire actuellement. Je suis à Dakar. Lorsque je suis au Caire, en général, j'ai des informations un peu plus précises. Là, je n'ai guère que ce qui est donné par les médias et, donc, j'ai quelques difficultés à interpréter ce conflit. Je crois qu'effectivement il y a un conflit, dans ce sens qu'une partie, au moins, du commandement de l'armée est consciente de la perte de crédibilité rapide du gouvernement des Frères musulmans et de la présidence de Morsi. Elle est également consciente qu'elle ne veut pas donner de gage à ce gouvernement. Elle veut continuer à apparaître aux yeux de l'opinion publique comme neutre ou relativement neutre et, donc, éventuellement, susceptible d'intervenir si le choc entre les Frères musulmans en déclin et le mouvement populaire démocratique qui se renforce chaque jour venait à créer une situation passablement chaotique.

**Deux années après la révolution, les Egyptiens continuent de manifester, mais, cette fois, contre le président et son mouvement des Frères musulmans, lesquels sont accusés de reproduire le même système autoritaire que l'ancien régime. Morsi tombera-t-il ?**

Je ne suis pas un devin. Je ne sais pas si Morsi tombera ou pas, mais ce que je sais, c'est que ce que vous dites est correct, dans le sens où l'opinion publique grandissante en Egypte est de plus en plus consciente que ce gouvernement et les Frères musulmans d'une manière générale ne font que poursuivre les politiques du régime antérieur, de celui de Moubarak et de Sadate, avant lui. Non pas seulement sur le plan de la gestion politique très peu démocratique, mais également – et cela est peut-être plus important – dans les domaines économique et social. La politique des Frères musulmans et du président Morsi est une politique super-réactionnaire ; il n'y a aucun changement par rapport à celle de Moubarak, aussi bien sur le plan social qu'économique. C'est une politique de soumission totale, intégrale, aux ordres de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et, derrière eux, les Etats-Unis. Il n'y a aucun changement. Les électeurs qui avaient cru – parce qu'ils n'avaient pas vu les

Frères musulmans au gouvernement – qu'ils allaient changer les choses ont été très rapidement déçus et c'est ce qui explique que le mouvement de protestation est en montée continue et permanente.

**La nouvelle Constitution – qui est pour de nombreux Egyptiens synonyme d'une islamisation de l'Egypte – a donné lieu à un vaste mouvement de contestation qui va en s'aggravant. Que retiennent les Egyptiens de la douloureuse expérience algérienne ?**

Vous savez, les Egyptiens sont les Egyptiens et l'Algérie, bien qu'un pays frère et proche, n'est pas connu de tout le monde. Par conséquent, l'expérience douloureuse des Algériens n'a pas été nécessairement comprise par une bonne partie (des Egyptiens, ndlr). Elle a été comprise par ceux qui suivent la politique de plus près, mais pour les grandes masses populaires, l'image est assez chaotique.

**Deux années après les bouleversements en Tunisie, en Egypte et en Libye, les conditions sociales des citoyens se sont détériorées. La revendication sociale prendra-t-elle le dessus sur l'aspiration démocratique ? Les peuples arabes sont-ils en train de vivre une désillusion ?**

D'une manière générale, oui. Les peuples arabes vivent une désillusion. Mais il faut regarder au cas par cas. On ne peut pas parler de l'Egypte, de la Libye et de la Tunisie comme s'il s'agissait du même pays. Les conditions très concrètes sont différentes d'un pays à un autre. Dans le cas égyptien, je suis persuadé – dans le cas tunisien également – que l'opinion en général – et non seulement l'opinion publique –, mais également l'opinion d'une bonne partie des classes moyennes, a compris que rien n'était changé et que leurs conditions continuaient à se détériorer avec les gouvernements actuellement en place. Le cas de la Libye est assez différent, parce que l'intervention militaire – je dirai criminelle – des Occidentaux pour soi-disant libérer la Libye d'un dictateur, Kadhafi, a tout simplement détruit l'existence de ce pays. Je ne défends pas Kadhafi et ne prétends pas que c'était un grand démocrate, mais l'objectif n'était pas du tout d'établir une démocratie en Libye et la preuve est faite. La Libye est maintenant sur la voie – on pourrait dire – de la «somalisation», c'est-à-dire l'incapacité du pouvoir central à affirmer et à gérer le pays livré à des seigneurs de guerre, à des groupes régionaux et, souvent, à des bandits, à des cliques armées ou pas armées, ici ou là. La Libye n'existe plus comme pays.

**Vous condamnez, par principe, toute intervention militaire étrangère mais vous avez appelé à soutenir celle de la France au Mali. Pourquoi la France doit-elle faire exception ?**

Je me suis exprimé avec beaucoup de détails sur cette question. Je suis effectivement contre les interventions militaires des puissances occidentales, d'une manière générale. Mais il faut toujours, quand même, avoir le sens politique et le sens des nuances. Dans le cas du Mali, les forces dites islamiques – prétendues islamiques – s'autoproclament telles, même si ce qu'elles font n'a rien avoir avec l'islam. Et ça, c'est une autre question. Ces forces ne sont pas le résultat d'un mouvement populaire, mais celui d'une intervention de petits groupes armés, autoproclamés djihadistes et qui se sont imposés avec une violence extrême. Le Mali était et reste menacé d'être véritablement saccagé par un pouvoir qui se prétend islamique, même s'il n'a rien à voir (avec l'islam). Je crois que vous, Algériens, vous pouvez le comprendre facilement, ayant eu l'expérience de ce que fut le FIS et de ce que fut le GIA. Dans ce cas, l'ennemi principal – en politique, il faut toujours distinguer l'ennemi principal des autres ennemis – du peuple malien, ce sont ces groupes djihadistes. La France n'est pas un ami ; loin de là. La France est une puissance impérialiste et coloniale, et elle le sera au Mali comme elle l'a été et comme elle l'est partout. Je n'en doute pas, mais faut-il laisser ces djihadistes créer un ou deux Etats pseudo-islamiques au Mali ? Ce dernier aurait été saccagé à la manière de la Somalie et je

ne sais pas combien de décennies il faudrait après cela pour voir réapparaître un Etat digne de ce nom ; il aurait été gommé de la liste des Etats dignes de ce nom à l'échelle internationale. Si les Français tentent, après cette aventure, de mettre le gouvernement du Mali sous leur tutelle, peut-être réussiront-ils à court terme. Mais le peuple malien saura se débarrasser de cette colonisation comme il l'a fait dans le passé. C'est un danger et je l'ai signalé, dit et écrit à un certain nombre de ceux qui me critiquent et ne lisent pas tout ; ils se contentent de dire que Samir Amin soutient les Français au Mali. Non ! Samir Amin dénonce les djihadistes prétendus islamiques comme le danger principal de saccage du Mali et ne se fait aucune illusion. J'ai écrit, d'ailleurs, que la France était très mal placée pour la reconstruction du Mali. Le Mali ne peut être reconstruit que par les Maliens et il ne le sera que par les Maliens, fût-ce contre les Français. Mais avant d'être reconstruit, il faut d'abord qu'il ne soit pas détruit. Or, ceux qui veulent le détruire, ce sont les djihadistes.

### **Pensez-vous comme d'autres que c'était à l'Algérie d'intervenir au Nord-Mali plutôt que la France ?**

Ecoutez, je ne veux pas me mettre à la place du gouvernement algérien. Je respecte beaucoup ses positions et je crois qu'elles ont été intelligentes. Je pense que si le Mali, et peut-être aussi d'autres pays de la région comme la Mauritanie et le Niger, avait demandé à l'Algérie une intervention commune, je ne sais pas qu'elle aurait été la réponse du gouvernement algérien. Mais je pense qu'il aurait compris la demande. Néanmoins, le Mali n'a pas fait cette demande et, par conséquent, je comprends très bien – elle était tout à fait juste – la position de l'Algérie. D'autre part, l'Algérie a raison – et tous ceux qui disent la même chose, ont raison : il faut distinguer. Les Touareg sont un peuple et les Touareg, comme peuple, ont des droits. Non pas le droit à la sécession, ni en Algérie, ni au Mali, ni au Niger, mais le droit d'être respectés comme des citoyens à part entière et non comme des citoyens de seconde zone. Alors, il faut distinguer ces revendications, parfaitement légitimes des citoyens maliens touareg comme des citoyens algériens touareg dont les droits, je crois, sont respectés, ou des citoyens touareg du Niger qui sont, je pense, dans le moment actuel, assez correctement respectés. Cela il faut le dire, il faut les distinguer des djihadistes. Les djihadistes sont souvent des étrangers, comme vous le savez, c'est-à-dire qu'ils sont recrutés n'importe où dans le monde, en Algérie, en Tunisie, en Afghanistan et même en Finlande, paraît-il. Ces djihadistes ont su utiliser le mécontentement légitime des Touareg pour se prétendre les défenseurs de la communauté targuie. Ils ne le sont pas. Ils sont les défenseurs de personne d'autre que d'eux-mêmes. Leur projet est, tout simplement, un projet de mise sous tutelle qui ne respecte le droit d'aucun citoyen, qu'il soit targui ou autre. D'autre part, il faut se souvenir que dans le nord du Mali, la partie la plus peuplée est la vallée du Niger, de Mopti à Ansongo, à la frontière du Niger, et que la grande majorité de cette population est composée des pêcheurs bozos et des paysans sonrais, et ce ne sont pas des Touareg. Les Touareg ont des droits, certainement comme tous les citoyens, mais les pêcheurs bozos et les agriculteurs sonrais ont également les mêmes droits.

### **Comment expliquez-vous cette contradiction flagrante dans la politique étrangère de la France et de l'Otan qui consiste à combattre les groupes salafistes armés au Mali et à les soutenir en Syrie ?**

Oui, la France est totalement en contradiction avec elle-même. Elle est, je dirais, du bon côté dans le cas malien ; elle est certainement du mauvais côté, partout ailleurs, particulièrement en Syrie, bien entendu, comme elle l'avait été en Libye où elle avait joué un rôle déterminant. La France reste une puissance impérialiste, mais il y a une petite fissure entre la France, les Etats-Unis et ses alliés majeurs en Europe, sur la question du Mali, parce que le projet du «Sahelistan», c'est-à-dire du grand Etat

saharien, n'est pas un projet français ; c'est un projet qui a l'oreille des Etats-Unis. Il a l'oreille des Etats-Unis mais je ne sais pas s'il est vraiment un projet des Etats-Unis. Il est probablement soutenu par des pays comme l'Arabie Saoudite et le Qatar, qu'on veut nous présenter de temps en temps comme de grandes démocraties ; c'est amusant. Ce projet du «Sahelistan» est de faire du Grand Sahara un Etat à l'image de l'Arabie Saoudite, c'est-à-dire un étang saharien avec une population très limitée en nombre mais des richesses fabuleuses, évidemment, le pétrole et le gaz, mais également l'uranium et probablement d'autres minéraux précieux et importants. Ce serait un Etat qui serait aux mains d'émirs prétendus islamiques qui s'enrichiraient fabuleusement à la façon des monarchies du Golfe et qui pourraient, peut-être, redistribuer à cette population clairsemée quelque chose pour les avoir de leur côté. C'est un projet qui ne menace pas seulement le Mali, mais aussi l'Algérie, parce que les impérialistes n'ont jamais renoncé à casser l'Algérie et à priver la partie la plus peuplée de l'Algérie du Grand Sahara algérien. Alors, je crois qu'il y a, là, une fissure – sans plus – entre la vision française respectueuse, pour le moment, du partage – si on peut l'appeler ainsi – du Sahara entre les Etats algérien, malien, nigérien et mauritanien, et le point de vue – peut-être – des Etats-Unis qui est, ma foi, qu'un «Sahelistan» qui affaiblirait considérablement l'Algérie mais détruirait, par la même occasion, la Mauritanie, le Mali et le Niger, ne serait pas une mauvaise chose.

**L'attaque terroriste d'In Amenas obéit-elle à cette même logique ? Si c'est le cas, la France jouerait-elle double jeu avec l'Algérie ?**

L'attaque d'In Amenas révèle, effectivement, la nature de ce projet de «Sahelistan» et je crois que le gouvernement algérien et – je pense – le peuple algérien aussi ont pris conscience que cette menace n'était pas réduite au Mali, mais qu'elle menaçait également le sud algérien. Je crois que cette attaque l'a démontré. Peut-être était-ce une erreur de leur part, parce qu'en s'attaquant directement au sol algérien, à In Amenas, les djihadistes en question ont aidé le peuple algérien et son gouvernement à comprendre que la menace ne pouvait pas être limitée au Mali.

**Interview réalisée par Mohamed El-Ghazi et M. Aït Amara**

Un beau titre, il est vrai que les adeptes de l'impérialisme arabe, n'ont jamais voulu lâcher l'Algérie, il voulaient, contre vent et marré, et dans l'absolu, lui imposer un destin qui ne peut être le sien quitte à la fragmenter et donc la détruire. Ayez les courages de laisser passer cette réaction !

Je continue à me poser des questions, surtout après ce rare entretien avec le grand Samir Amin (dont je rejoins totalement les positions sur les sujets présentés): Comment se fait-il qu'un site malien composé de 3 personnes et un budget de 500 dollars puissent apparaître dans les premières pages de Google Actualités quand on tape le mot "Algérie". Alors que ce site est quasi-inexistant dans tous les moteurs de recherches ?